

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: - (2008)
Heft: 1: Lobbying für Informationsdienste : Theorie und Praxis = Le lobbying des services d'information : concept et réalité = Il lobbismo dei servizi d'informazione : concetto e realtà

Artikel: Lobbying politique et campagne grand public de la Fédération suisse Lire et Ecrire = Politisches Lobbying und gross angelegte Publikungskampagnen des Schweizer Dachverbands Lesen und Schreiben
Autor: Gillioz, Stéphane / Pythoud, Brigitte / Wiesli, Reto
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769763>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Lobbying politique et campagne grand public de la Fédération suisse Lire et Ecrire

Stéphane Gillioz

Avec Brigitte Pythoud et Reto Wiesli,
du Secrétariat général

Définition des objectifs, identification des obstacles et recherche de solutions, la Fédération suisse Lire et Ecrire a posé de manière convaincante les bases conceptuelles d'un lobbying qui se veut efficace. Les deux grands axes d'une politique de persuasion: convaincre les décideurs et sensibiliser le public.

Qui n'a jamais entendu parler du problème de l'illettrisme dans notre pays? La presse s'en fait certes régulièrement l'écho, mais il y a loin de l'information – aussi spectaculaire soit-elle, et celle-ci en est une dans une Suisse qui se situe dans le peloton de tête des pays développés – à la résolution du problème. La *Fédération suisse Lire et Ecrire* prend le taureau par les cornes et met en œuvre toute une série de mesures qui se veulent cohérentes.

Rappelons que Lire et Ecrire est une association sans but lucratif et indépendante tant sur le plan politique que sur le plan confessionnel. Elle n'existe sous la forme d'une organisation faîtière suisse que depuis novembre 2006. La fédération regroupe les organisations de toutes les régions linguistiques qui s'engagent dans la lutte contre l'illettrisme et pour la formation de base des adultes.

On peut imaginer ici tout le travail pour la cohésion interne que cette nouvelle situation nécessite, puisqu'il s'agit de fédérer 22 sections et de coordonner des entités très disparates, tant du point de vue de la taille que de l'engagement. Cet aspect ne sera toutefois pas abordé ci-après, car il relève d'une autre logique.

Des objectifs clairs

La réussite d'un projet quelconque dépend, on le sait, du but que l'on fixe a

priori: celui-ci doit être suffisamment précis pour que l'on puisse en déduire des mesures concrètes et efficaces. Il doit pourtant aussi être suffisamment général pour laisser la place, le cas échéant, à d'autres mesures innovantes que l'on n'avait pas imaginées au départ.

Or, sur ce point, l'article 2 des statuts de la Fédération suisse Lire et Ecrire est on ne peut plus précis, il définit *sept objectifs*:

- a) engagement pour la reconnaissance du problème de l'illettrisme auprès des autorités, pour le droit aux formations adaptées et la mise à disposition des moyens nécessaires;
- b) prises de position dans le domaine de la politique de la formation à partir d'une vision globale en matière d'illettrisme;
- c) sensibilisation de l'opinion publique, lancement et/ou coordination de projets nationaux dans les domaines de l'illettrisme;
- d) récolte d'informations, documentation et statistiques et constitution d'une plate-forme d'échange de savoirs et d'expériences entre régions linguistiques;
- e) maintien et renforcement d'un réseau de partenaires aux niveaux national et international;
- f) promotion et coordination de la formation de base et continue des formateurs/trices. La Fédération peut déléguer la formation de base et continue des formateurs;
- g) Soutien des associations des régions linguistiques qui garantissent une offre couvrant le territoire de la région.

Les obstacles individuels et collectifs

Mais qu'en est-il de l'application? Quelles actions mener et comment? Deux questions qui ne peuvent trouver de solutions que si l'on prend la peine d'identifier les obstacles à l'action.

La fédération observe ici que la prise de conscience insuffisante de l'opinion publique et au niveau des décideurs politiques est un facteur fortement handicapant dans la lutte contre l'illettrisme et qu'elle rend difficile la mobilisation des ressources.

Il y a les *obstacles individuels* tout d'abord: la plupart du temps, une personne en situation d'illettrisme ne s'inscrit à un cours qu'à la suite d'un événement déclencheur fort: par exemple un problème d'emploi, l'entrée à l'école des enfants, le constat que l'illettrisme est un obstacle direct à un autre projet de formation, etc. A contrario, sans événement déclencheur fort, l'expérience montre qu'il est peu probable qu'une personne en situation d'illettrisme parvienne à surmonter les obstacles, objectifs ou subjectifs, qui rendent difficile l'inscription au cours «Lire et Ecrire».

Parmi les obstacles individuels, on mentionnera notamment les points suivants, qui sont de toute première importance pour définir comment organiser et configurer une action de sensibilisation:

- ignorance de l'existence de cours et fausses idées sur leur ampleur, leur durée et leur coût,
- sentiment de honte ou de culpabilité, et celui de se croire seul(e) dans cette situation,
- difficulté à dégager le temps et l'énergie nécessaires.

Les *obstacles collectifs*, ensuite. La méconnaissance qui entoure le sujet ne contribue pas à lever les tabous. L'opinion publique n'a guère conscience de l'ampleur du phénomène. L'étude Pisa a certes contribué à mettre en évidence les carences de certains élèves, mais n'a pas contribué à rendre public le problème de l'illettrisme des adultes. On mentionnera également le faible engagement des intermédiaires. Il est rare en effet qu'une personne en situation

d'illettrisme parcourt entièrement seule le chemin qui l'amène à s'inscrire à un cours. Dans la plupart des cas, c'est l'intervention d'un intermédiaire, par exemple les services sociaux, qui l'aide à s'orienter vers les cours. Cependant les tiers comme le monde de l'école obligatoire, des entreprises, du milieu familial, de l'armée et du milieu médical qui rencontrent régulièrement des personnes en situation d'illettrisme, ne sont pas suffisamment conscients du problème et ignorent que des solutions peuvent être offertes.

Les deux volets d'un lobbying ciblé

La sensibilisation du grand public et des politiques ainsi que le renforcement de l'action des autres types d'intermédiaires sont deux voies nouvelles que la *Fédération suisse Lire et Ecrire* entend explorer pour dépasser les tabous et envisager une action d'une plus grande ampleur en Suisse.

On peut ainsi dégager les deux grandes formes d'action que la Fédération a adoptées et qu'elle met en œuvre.

Au niveau de la politique et de la loi

Les actions menées au niveau politique et légal découlent des deux premiers objectifs de la *Fédération suisse Lire et Ecrire*, à savoir: a) engagement pour la reconnaissance du problème de l'illettrisme auprès des autorités, et b) prises de position dans le domaine de la politique de la formation.

Si les actions de ce type au niveau cantonal sont, en raison bien sûr de la

structure fédéraliste de notre système, plus difficiles à coordonner, elles n'en revêtent pas moins une grande importance. Les interventions directes à ce niveau se font dans le cadre de l'élaboration des nouvelles lois cantonales sur la formation professionnelle; elles consistent en général à la participation aux consultations organisées dans ce contexte.

Le travail de lobbying mené sur le plan fédéral, notamment par le président de la fédération, Roger Nordmann, conseiller national, a permis d'inscrire dans la législation, via des motions spécifiques, la notion d'illettrisme et de lutte contre cette dernière. C'est ainsi qu'en juin 2007, le Conseil fédéral approuvait et transmettait au Parlement le projet de loi sur l'encouragement de la culture, dont l'article 13 mentionne explicitement l'illettrisme; que, toujours en juin 2007, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats chargeait le Conseil fédéral de définir, d'entente avec les cantons, la formation de rattrapage des adultes (lecture, écriture et calcul) dans le cadre de la préparation de la future loi sur la formation continue; que, enfin, en septembre 2007, le Conseil national adoptait la motion «Lutte contre l'illettrisme».

Au niveau des personnes concernées, des intervenants directs et du grand public

Les actions menées par la *Fédération suisse Lire et Ecrire* sont évidemment très nombreuses et il n'est pas possible de les énumérer toutes ici.

Outre les actions de sensibilisation menées auprès des entreprises et des hôpitaux, la participation à la Journée mondiale de l'alphabétisation – et la collaboration avec les bibliothèques dans ce contexte –, la participation aux journées *Formation en fête* organisées par la FSEA (Fédération suisse pour la formation continue), on mentionnera surtout ici le projet de *Campagne nationale de sensibilisation 2008–2011*. Cette campagne subsume en fait l'ensemble des actions de sensibilisation destinées aux personnes concernées par l'illettrisme, les intervenants directs ainsi que, indirectement, le grand public.

Ce projet a été déposé dans le cadre de l'article 55 de la Loi sur la formation professionnelle, article intitulé «Subventions en faveur de prestations particulières d'intérêt public» qui stipule, à l'alinéa e, que de telles subventions peuvent être accordées pour «les mesures en faveur des groupes et des régions défavorisés» et, à l'alinéa g, pour «les mesures en faveur du maintien dans la vie active et de la réinsertion professionnelle».

Si le principe est acquis et le concept prêt, la question du financement de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de cette campagne n'est, de loin, pas encore résolue. Encore une question... de lobbying.

Contact: lire-et-ecrire@bluewin.ch
info@lire-ecrire-suisse.ch

[a [r [b | i | d] o]

Abonnemente

- arbido print:
abonnemente@staempfli.com
- arbido newsletter:
www.arbido.ch

Politisches Lobbying und gross angelegte Publikumskampagnen des Schweizer Dachverbands Lesen und Schreiben

Stéphane Gillioz, unter Mitarbeit von Brigitte Pythoud und Reto Wiesli aus dem Zentralsekretariat

Festlegen der Ziele, Identifizieren der Hindernisse/Hürden und Suche nach Lösungen: Der Schweizer Dachverband Lesen und Schreiben hat die Grundsteine für ein effizientes Lobbying in überzeugender Manier gelegt. Die zwei grossen Achsen der Überzeugungsarbeit lauten: die Entscheidungsträger für sich gewinnen und das Publikum sensibilisieren.

Wer hat noch nie etwas vom Problem des Illetrismus in der Schweiz gehört? In der Presse kann man zwar regelmässig entsprechende Artikel lesen, aber es liegen trotzdem kaum Lösungsansätze vor, obwohl verbreiteter Illetrismus in einem Land, das sich zur Weltspitze der entwickelten Länder zählt, eigentlich eine aussergewöhnliche Tatsache darstellt. Der *Schweizer Dachverband Lesen und Schreiben* packt den Stier bei den Hörnern und hat eine Reihe von Massnahmen eingeleitet, die bestens aufeinander abgestimmt sind.

Lesen und Schreiben ist ein gemeinnütziger, politisch und konfessionell unabhängiger Verein.

Der Verein ist erst seit 2006 als Schweizerischer Dachverband organisiert. Dem Dachverband gehören Organisationen aus allen Sprachregionen der Schweiz an, die sich dem Kampf gegen Illetrismus und für die Grundbildung Erwachsener engagieren.

Man kann sich leicht vorstellen, welchen Aufwand für den inneren Zusammenhalt diese neue Situation voraussetzt. Schliesslich geht es darum, 22 Sektionen unter einen Hut zu bringen und in ihrer Funktionsweise sowohl bezüglich Grösse als auch Ausrichtung sehr unterschiedliche Einheiten zu koordinieren. Dieser Aspekt wird im vorliegenden Artikel allerdings

nicht weiter ausgeführt, tangiert er doch einen unterschiedlichen Problembereich.

Klare Zielsetzungen

Der Erfolg jedweden Projekts hängt, wie wir alle wissen, vom Ziel ab, das man sich zu Beginn gesetzt hat: Die Zielsetzung muss so klar umrissen sein, dass konkrete und wirkungsvolle Massnahmen abgeleitet werden können. Sie muss allerdings auch so allgemein gehalten sein, dass je nach Bedarf Raum bleibt für neue, innovative Massnahmen, die man am Anfang noch nicht in Betracht gezogen hat.

Artikel 2 der Statuten des Schweizer Dachverbands Lesen und Schreiben lässt diesbezüglich an Präzision nichts zu wünschen übrig, es werden *sieben Ziele* definiert:

- a) Engagement bei den Behörden für die Anerkennung des Problems des Illetrismus, für das Recht auf entsprechende Bildungsmöglichkeiten und die Bereitstellung der notwendigen Mittel;
- b) Stellungnahme zu bildungspolitischen Fragen ausgehend von einer ganzheitlichen Sichtweise im Illetrismusbereich;
- c) Betreiben von Öffentlichkeitsarbeit, initiieren und/oder koordinieren nationaler Projekte im Bereich Illetrismus;
- d) Sammeln von Informationen, Dokumentation und Statistiken und Schaffung einer Plattform zum Austausch von Wissen und Erfahrungen unter den Sprachregionen;
- e) Pflege und Ausbau eines Netzwerkes mit Partnerorganisationen in der Schweiz und im Ausland;
- f) Förderung und Koordination der Aus- und Weiterbildung der Kursleitenden. Der Dachverband kann die Aus- und Weiterbildung der Kursleitenden delegieren;

- g) Unterstützen von sprachregionalen Vereinigungen, die ein flächendeckendes Angebot garantieren.

Individuelle und kollektive Hürden

Wie steht es mit der Umsetzung? Welche Aktionen sollen unternommen werden, und wie? Auf diese zwei Fragen können Antworten nur dann gefunden werden, wenn vorgängig die *Hindernisse, welche einer erfolgreichen Durchführung von derartigen Aktionen entgegenstehen*, identifiziert werden.

Der Dachverband stellt fest, dass das Problem sowohl in der öffentlichen Meinung als auch bei den politischen Entscheidungsträgern zu wenig im Bewusstsein verankert ist. Diese Tatsache erweist sich im Kampf gegen den Illetrismus als grosses Handicap und erschwert die Mobilisierung von Ressourcen.

An erster Stelle stehen hierbei individuelle Hürden:

Grundsätzlich meldet sich eine von Illetrismus betroffene Person nur im Anschluss an ein Schlüsselereignis bei einem Kurs an: zum Beispiel bei Problemen bei der Arbeit, anlässlich der Einschulung der eigenen Kinder, wenn das Illetrismusproblem eine andere Ausbildung direkt behindert usw.

Die Erfahrung zeigt, dass es ohne ein starkes auslösendes Ereignis wenig wahrscheinlich ist, dass es einer von Illetrismus betroffenen Person gelingt, die objektiven und subjektiven Hürden zu überwinden, welche einer Kursanmeldung bei «Lesen und Schreiben» im Weg stehen.

Solche Hürden können sein:

- Unkenntnis der Existenz von Kursen und falsche Vorstellungen über deren Umfang, Länge und Kosten,
- Scham- oder Schuldgefühle sowie das Gefühl, die einzige Person mit diesem Problem zu sein,
- Schwierigkeiten, die notwendige Zeit und Energie aufzubringen.

Es folgen die *kollektiven Hürden*.

Die Unkenntnis, welche das Thema umgibt, erschwert die Beseitigung von Tabus. Die Öffentlichkeit ist sich des Ausmasses des Problems kaum bewusst. Die PISA-Studie hat sicherlich dazu beigetragen, die Unzulänglichkeiten bestimmter Schülergruppen aufzudecken, sie hat aber nicht zu einer öffentlichen Diskussion des Problems des Illetrismus bei Erwachsenen geführt. Ein weiteres Problem ist das schwache Engagement von Drittpersonen.

Es ist selten, dass eine von Illetrismus betroffene Person sich ohne jegliche Unterstützung dazu entschliesst, sich bei einem Kurs einzuschreiben. In der Mehrzahl der Fälle ist es die Intervention einer dritten Instanz, z. B. der Sozialdienste, welche der Person dabei hilft, sich für die Teilnahme an einem Kurs zu entscheiden. Jedoch sind sich Dritte wie das Umfeld in der obligatorischen Schule, in der Unternehmung, in der Familie, in der Armee und in der medizinischen Versorgung, welche regelmässig von Illetrismus betroffene Personen antreffen, nicht ausreichend des Problems bewusst und übersehen die Lösungen, welche angeboten werden können.

Zwei neue Ansätze für ein gezieltes Lobbying

Die Sensibilisierung der breiten Öffentlichkeit und der Politik sowie die Stärkung der Initiative Dritter sind zwei neue Wege, welche der Schweizerische Dachverband Lesen und Schreiben beschreitet, damit die bestehenden Tabus abgebaut und umfassendere Massnahmen in der Schweiz ins Auge gefasst werden können.

Der Dachverband fährt auf zwei grossen Schienen, um Aktionen in die Wege zu leiten und umzusetzen.

Auf politischer Ebene/Gesetzesebene

Die Vorstösse im politischen und gesetzlichen Bereich lassen sich aus den zwei ganz zu Beginn genannten Zielsetzungen des Schweizerischen Dachverbands Lesen und Schreiben ableiten:

- a) Engagement bei den Behörden für die Anerkennung des Problems des Illetrismus und
- b) Stellungnahme zu bildungspolitischen Fragen.

Aktionen auf kantonaler Ebene sind angesichts der föderalistischen Struktur unseres Landes schwieriger zu koordinieren, nichtsdestotrotz sind sie sehr wichtig. Direkte Interventionen auf dieser Ebene finden im Rahmen der Ausarbeitung von neuen, kantonalen Gesetzen statt; das Engagement umfasst hier normalerweise die Teilnahme an den entsprechenden Vernehmlassungen.

Die Lobbyarbeit auf Bundesebene, besonders jene, die vom Präsidenten des Dachverbands, Nationalrat Roger Nordmann, geleistet wurde, hat es ermöglicht, den Begriff Illetrismus und den Kampf gegen denselben über spezielle Motionen in die Gesetzgebung aufzunehmen. Das hat schliesslich dazu geführt, dass der Bundesrat im Juni 2007 die Botschaften und Entwürfe zu einem Kulturförderungsgesetz verabschiedet und ans Parlament überwiesen hat. Art. 13 des Kulturförderungsgesetzes erwähnt den Illetrismus explizit. Weiter hat im Jahr 2007 die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK) des Ständerates den Bundesrat aufgefordert, bei der Ausgestaltung des neuen Weiterbildungsgesetzes die Nachholbildung von Erwachsenen im Bereich der Kulturtechniken (Lesen, Schreiben, Rechnen) zusammen mit den Kantonen zu regeln. Last, but not least hat der Nationalrat im September 2007 der Motion «Kampf gegen Illetrismus» zugestimmt.

Auf der Ebene der betroffenen Personen, der direkt Interventionspersonen und der breiten Öffentlichkeit

Der Schweizerische Dachverband Lesen und Schreiben ist naturgemäss an vielen Fronten tätig, und es ist von daher gar nicht möglich, an dieser Stelle sämtliche Aktionen und Engagements zu erwähnen. Neben Sensibilisierungskampagnen in Unternehmen und Spitälern, der Teilnahme am Welttag der Alphabetisierung – und der Zusammenarbeit mit den Bibliotheken in diesem Kontext – sowie der Teilnahme am Lernfestival (organisiert von der Schweizerischen Vereinigung für Erwachsenenbildung SVEB) sei an dieser Stelle insbesondere die *nationale Sensibilisierungskampagne 2008–2010* erwähnt. Die Kampagne bündelt sämtliche Sensibilisierungsaktionen, welche sich an Personen richten, die von Illetrismus betroffen sind, aber auch an direkt Interventionspersonen und – indirekt – an die breite Öffentlichkeit. Die Kampagne wurde im Rahmen von Artikel 55 des Berufsbildungsgesetzes eingereicht, der mit «Beiträge für besondere Leistungen im öffentlichen Interesse» übertitelt ist. In Absatz e wird stipuliert, dass für «Massnahmen zu Gunsten benachteiligter Regionen und Gruppen» Subventionen zugeteilt werden können, ebenso (cf. Absatz g) für «Massnahmen zur Förderung des Verbleibs im Beruf und des Wiedereinstiegs».

Auch wenn die Grundsätze bekannt und akzeptiert sind und das Projekt gleichsam «in den Startlöchern» steht, so ist die Frage nach der Finanzierung der Gesamtheit der Aktionen im Rahmen dieser Kampagne noch völlig ungelöst. Schon wieder eine (Lobbying-) Aufgabe ...

Kontakt: info@lesen-schreiben-schweiz.ch

Courrier des lecteurs

e-mail: gilliozs@bluewin.ch

arbido print

arbido newsletter